

DECLARATION DE L'UNSA Education

En cette rentrée 2011, ce n'est pas de gaieté de cœur que les enseignants et les personnels d'éducation vont reprendre le chemin de leurs écoles et de leurs établissements. Cette dernière année scolaire du quinquennat s'annonce en effet particulièrement éprouvante pour les personnels. Elle le sera aussi pour leurs élèves qui vivent, année après année, une dégradation mesurable de leurs conditions de scolarisation.

Les effets cumulatifs de quatre années de suppressions d'emplois à gros goulot, de modifications structurelles imposées, de réformes rétrogrades ou non abouties, de caporalisme malvenu affaiblissent notre École. Alors même que la crise qui s'enkyste exige de penser l'avenir, d'investir dans l'Éducation, notre pays la considère comme un fardeau.

Ainsi, depuis quatre ans, le tableau Excel des gestionnaires s'est substitué au tableau noir des pédagogues. Les personnels ne se retrouvent pas dans une conception où tout se mesure à l'aune des économies. Le sens de leur métier leur échappe. Usés et désabusés, ils se sentent déconsidérés et cela d'autant plus que leurs conditions de rémunération ne tiennent pas les comparaisons internationales.

Ils se refusent à entrer dans un modèle en construction qui a pour objectif de changer la nature même de l'École. Un modèle où la concurrence, la performance, le management seraient les maîtres mots d'un système éducatif concurrentiel dans lequel l'éducation deviendrait un bien de consommation comme le montre le développement des cours particuliers qui n'ont jamais été aussi florissants, ou la scolarisation privée payante des enfants de deux ans qui vient d'apparaître dans l'académie de Lille. Nous espérons que cela ne sera jamais le cas dans notre département.

Dans le même temps, ils perçoivent les limites d'un modèle républicain qui ne tient plus ses promesses et qui n'est plus en capacité d'offrir à chaque élève les voies de son épanouissement personnel et professionnel. Alors que, plongé dans l'angoisse de la crise économique et sociale, chacun veut le mieux pour ses enfants, l'école de la République peine à convaincre qu'elle est la solution.

Avec les élections professionnelles d'abord, les élections présidentielles ensuite, l'année scolaire 2011-2012 sera celle des choix. Pour l'Unsa Education, notre système éducatif est à la croisée des chemins. L'Éducation est un droit. Il doit être garanti par l'État et relève d'une mission de service public. Il faut tout à la fois faire cesser l'hémorragie des emplois et refonder l'École de la République. C'est tout le sens de notre appel à la grève du 27 septembre prochain qui marquera, pour l'UNSA Education, le premier temps fort d'une année scolaire combative pour que ça change !